

# Analyses 2014



**Le travail de mémoire post-conflit :  
à enseigner !**

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Commission Justice et Paix belge francophone asbl  
Rue Maurice Liétart 31/6  
B-1150 Bruxelles Belgique  
Tél. +32 (0) 2 738 08 01  
Fax: +32 (0) 738 08 00  
[info@justicepaix.be](mailto:info@justicepaix.be) [www.justicepaix.be](http://www.justicepaix.be)

## **Le travail de mémoire post-conflit : à enseigner !**

**Lors d'un conflit, différentes parties s'opposent. Après le conflit, ce sont les mémoires qui se déchirent. Une pluralité de mémoires naît en effet du vécu de chacun, de la structure de sa personnalité, du contexte, etc. Prendre en compte cette question de la mémoire est fondamental dans les contextes d'après-guerre mais se révèle tout aussi important pour des sociétés qui n'ont plus directement vécu de guerre civile ou internationale depuis longtemps. Une piste concrète pour y travailler avec des jeunes à partir de 16 ans a été développée par Justice et Paix à travers son outil pédagogique Mémoriation.**

Les enjeux liés au travail de mémoire permettent en effet de comprendre des questions politiques et sociales actuelles et de décoder le fonctionnement des sociétés, d'ici et d'ailleurs.

En cette année symbolique de commémoration de la guerre 14-18, il est utile de pousser les jeunes à s'interroger sur le rôle de la mémoire et à comprendre les difficultés qui se présentent parfois encore des générations plus tard... Comment fonctionne la mémoire ? A quoi peut servir le travail de mémoire et comment peut-il avoir lieu ?

### **Pluralité des mémoires**

Un même événement peut donner lieu à une multitude de mémoires auprès d'individus différents ou même d'une seule personne. Cela s'explique par le fait que tout au long de notre vie, nous créons des représentations fondées sur nos expériences de vie, notre vécu (éducation, transmission, etc.). Nous puisons en permanence et inconsciemment dans ces représentations afin d'analyser ce qui nous arrive et ce dont nous nous souvenons. La manière dont nous percevons le monde et le sens attribué à un événement sont donc dirigés par ces représentations mentales qui nous servent de référence. Le phénomène sera identique au niveau collectif car un groupe développe, lui aussi, ses propres représentations en fonction du vécu commun, qui alimenteront leur mémoire des événements.

Il est donc logique que, dans le cadre d'un conflit, on observe des récits contrastés. De plus, à côté de ces divers systèmes de représentation préétablis s'ajoute le fait que, lors de conflits, les individus vivent des choses très différentes. Certains auront connu la faim et la prison tandis que d'autres une période de relative sécurité, y compris économique. Cette diversité de vécus donnera forcément lieu à des souvenirs différents d'une même période.

Signalons également le cas des mémoires dites "traumatiques" dues aux atrocités de la guerre. Celles-ci pourront se manifester par un certain blocage sur l'événement traumatisant et conditionner la manière dont le présent et le futur seront appréhendés, y compris en devenant parfois une obsession permanente. La mémoire traumatique s'opère tant au niveau individuel que collectif et dans les deux cas, elle nécessitera un travail de mémoire. Celui-ci devra alors permettre aux individus de modifier leurs représentations d'eux-mêmes et de la source du trauma (agresseur, camp adverse, etc.).

### **Le travail de mémoire, pour éviter le blocage**

Suite à un conflit, les individus tentent de trouver des mécanismes pour refermer leurs blessures. Ces mécanismes se présentent sous forme d'initiatives personnelles et collectives qui vont permettre le travail de mémoire. Celui-ci est un processus qui doit être porté par le

plus grand nombre d'acteurs possible afin que la société aille de l'avant. Il faut laisser ouvert l'accès au passé afin d'avancer dans le présent sans pour autant vivre dans le passé. Le travail de mémoire permet de changer les représentations de l'autre et de soi afin d'être à nouveau capable de se projeter dans le futur et, à terme, imaginer à nouveau possible la vie ensemble. Si l'on arrive à remanier sa représentation du passé pour rendre le présent supportable, on peut également utiliser ce passé comme une force pour avancer, se (re)construire, (re)construire la société. Le gouvernement devra également agir dans ce sens pour que ce travail ait une dimension sociétale et tende vers la démocratie.

Le but n'est pas de rester bloqué dans le passé mais d'en tenir compte afin de pouvoir avancer vers une société plus unie. En conséquence, pour que ce travail de mémoire aboutisse et soit le plus équilibré possible, la présence de tous les acteurs de la société est nécessaire.

### **Un cadre pour avancer ensemble**

Concrètement, une approche intéressante est celle qui voit la réalisation d'initiatives dites top-down en même temps que d'autres dites bottom-up. Loin de constituer une « recette » figée d'un travail collectif post-conflit, il s'agit plutôt de créer un cadre permettant de prendre en compte une diversité d'actions et de situations.

Le concept de bottom-up est une approche ascendante: de "bas en haut". Elle signifie que les initiatives mises en place par la population sont autorisées par les autorités du pays. L'intérêt de ces initiatives citoyennes est que les vécus et souffrances des diverses parties de la population soient reconnus par les autorités et que la société divisée puisse se reconstruire sur base de cette reconnaissance (exemples : groupes de parole, gestes symboliques, etc.).

Le concept de top-down est une approche descendante: de "haut en bas". Il s'agit dans ce cas d'initiatives mises en place par les autorités. Il est bien entendu essentiel, pour qu'un véritable travail de mémoire puisse commencer à s'opérer, que ces initiatives correspondent aux attentes de l'ensemble de la population et qu'aucune partie ne se sente "lésée" ou niée dans son vécu (exemples : cérémonies officielles, travail de justice, monuments mémoriaux, etc.).

### **...et vivre ensemble**

Afin que le pays trouve un équilibre lors de sa réconciliation, les initiatives d'en-haut, top-down, doivent rencontrer celles issues de la base, bottom-up, et vice versa. Le travail de réconciliation s'appuie donc pleinement sur la relation entre population et autorités nationales/régionales.

En d'autres mots, la réconciliation nécessite à la fois une impulsion politique et une impulsion citoyenne. Sans soutien politique, les efforts de certains individus et/ou groupes ne seront pas suffisants pour influencer l'entièreté de la population. Parallèlement, sans le soutien des populations, les discours officiels et les cérémonies publiques sont vains. Les autorités doivent donc être à l'écoute des citoyens, à la fois proposer et accueillir : elles ne doivent pas réprimer les initiatives de la population, ni nier le vécu de certains groupes en imposant, par exemple, tous les choix de commémoration.

Le lien avec la démocratie apparaît à ce stade avec évidence, même si les éléments identifiés précédemment ne sont pas suffisants pour assurer le passage à un fonctionnement de type démocratique. Le travail de justice est évidemment également un facteur majeur dans le processus. La justice aidera à ce que seuls les faits rigoureusement établis soient dénoncés et que, sur cette base claire et légitime, les individus, victimes directes ou non, puissent opérer leur travail de mémoire et l'inscrire dans la durabilité.

Un élément qui se trouve au cœur du raisonnement autour des initiatives top-down/bottom-up est l'importance de la reconnaissance des différentes mémoires liées au conflit. Le gouvernement a, sur ce point, un rôle assez délicat. Il doit en effet laisser un espace d'expression aux différentes mémoires des citoyens et leur assurer une reconnaissance. Mais il lui faut aussi absolument fixer des limites à ces mémoires en réfutant avec fermeté l'expression publique de celles qui sortent du cadre de la "vérité historique" car sinon, le risque existe de tomber dans le négationnisme.

### **Un outil concret : Mémoiraction**

Justice et Paix a développé un outil pédagogique qui aborde ces questions complexes à travers des situations réelles et des témoignages, en insistant sur le lien entre mémoire collective et dimension démocratique. Au vu de ce qui précède, on comprend en effet aisément que la mémoire influe fortement sur la société. La manière dont une collectivité perçoit son passé influencera son comportement dans le présent et orientera ses choix par rapport au futur. Aider les jeunes à comprendre tout ceci par des mises en situation et une analyse de cas concrets est important !

Mémoiraction propose des supports théoriques et pédagogiques pour traiter cette thématique avec des jeunes à partir de 16 ans. Le cas concret qui sert de base au parcours proposé est celui de l'Espagne. La guerre civile vécue par ce pays, proche de nous à la fois géographiquement et culturellement, marque en effet encore profondément la société espagnole, dont de nombreux ressortissants vivent en Belgique et en France. L'élaboration du travail de mémoire n'a pas été – et n'est toujours pas – simple pour l'Espagne. Elle est en effet passée, au temps de Franco, par une phase de survalorisation de certains volets de la guerre avant de vivre une longue période d'oblitération forcée des événements passés. Ce n'est que récemment que la société espagnole dans son ensemble a pu commencer à s'engager réellement dans un travail de mémoire, et cela se fait non sans mal...

Cet outil se veut modulable. Les trois carnets qui le composent suivent une progression logique (volet historique de la guerre civile et de la dictature – pluralité des mémoires – chemin vers le vivre ensemble) mais peuvent être exploités séparément. C'est précisément pour permettre aux jeunes à la fois de comprendre et de sentir, vivre, partager le vécu de cette population que l'utilisation d'outils médiatiques a été placée au cœur de l'outil.

S'il est en effet essentiel d'étudier le volet historique des faits, cet outil veut souligner l'importance d'aborder également le vécu et la mémoire de ces faits. A côté des vérités dites "historiques", se déploient en effet, au cœur de chaque société, des vérités plus subjectives et aux contours moins fixes. Elles sont à prendre en compte car la mémoire est intimement liée à la société, tout comme le travail de mémoire l'est à la démocratie.

Laure Malchair,  
Chargée de projets à Justice et Paix,  
Décembre 2014

#### **Mémoiraction, un outil pédagogique pour aborder le travail de mémoire**

- Basé sur le cas de l'Espagne.
- Pour animateurs/formateurs de jeunes à partir de 16 ans.
- En vente à 5 €.

**Intéressé(e) ? Besoin d'infos ? Contactez-nous au 02/738 08 01 ou [info@justicepaix.be](mailto:info@justicepaix.be)**